

Système de formation et immigration

Les immigrés mettent notre formation professionnelle à l'épreuve

L'influence de l'immigration sur la politique suisse de la formation ne peut plus être ignorée. De nombreux étrangers venus s'établir en Suisse privilégient les formations académiques par ignorance des particularismes de notre système de formation professionnelle. D'où la nécessité d'insister auprès d'eux sur l'importance de l'apprentissage et de la formation professionnelle supérieure pour le marché du travail et de leur faire connaître les possibilités de carrière offertes par ces filières. **Par Jürg Zellweger**

La Suisse possède un excellent système de formation, composé d'une offre de formation professionnelle étendue et de grande qualité d'une part et de programmes universitaires de très haut niveau d'autre part. De quoi permettre à la quasi-totalité des jeunes d'acquérir des qualifications adaptées non seulement à leurs possibilités et à leurs désirs, mais aussi aux besoins de l'économie.

Force est toutefois d'admettre qu'il n'est pas possible de recruter en Suisse toute la main-d'œuvre nécessaire, et ce n'est pas l'évolution démographique qui va pouvoir remédier à cette situation. En raison de la grave pénurie de main-d'œuvre qualifiée observée ces dernières années, ce sont surtout des travailleurs bien qualifiés qui sont venus s'établir en Suisse.

La valeur de la formation professionnelle est sous-estimée

Cette évolution risque de mettre sous pression notre système de formation professionnelle, qui a largement fait ses preuves. Cette crainte se nourrit essentiellement des deux phénomènes suivants:

- De nombreux travailleurs issus de l'immigration sont titulaires d'un diplôme d'une haute école étrangère. Or en Suisse, les qualifications correspondantes ne s'acquièrent pas dans la filière universitaire, mais à l'issue d'une formation professionnelle qui est très souvent, rappelons-le, beaucoup plus axée sur la pratique. C'est ainsi que, pour un même profil professionnel, des candidats formés en Suisse et des



La Confédération devrait œuvrer à la reconnaissance internationale de la formation professionnelle duale et de la formation professionnelle supérieure.

travailleurs étrangers se retrouvent en concurrence avec des diplômes différents.

- Les pays anglo-saxons ou latins, dont les systèmes de formation portent en priorité sur l'enseignement scolaire, ne sont guère familiarisés avec un système comme le nôtre, ancré très directement dans la pratique professionnelle. Voilà pourquoi il arrive fréquemment que les travailleurs étrangers, par ignorance du système suisse de formation, sous-estiment la valeur des qualifications acquises dans les filières de la formation professionnelle initiale («apprentissage») et de la formation professionnelle supérieure (écoles supérieures, examens fédéraux). Ils importent ainsi en Suisse, au détriment de nos formations professionnelles, une idée de prestige social sur-

faite liée aux formations universitaires acquises dans leur pays d'origine.

Dans notre pays, ce décalage est particulièrement problématique lorsque des cadres dirigeants étrangers, peu au fait du système suisse de formation, prennent des décisions d'embauche ou lorsque des parents immigrés, ignorant eux aussi les particularités de notre système éducatif, influencent leurs enfants dans le choix d'une formation.

Rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'un nombre croissant de titulaires de diplômes professionnels (supérieurs) suisses se plaignent depuis quelque temps d'être pénalisés sur le marché du travail par rapport à des candidats ayant un titre universitaire ou de haute école. Cette évolution est d'autant plus préoccupante qu'aucune raison objective

ne justifie une telle discrimination. Car grâce au lien étroit qu'assure le système suisse entre la théorie et la pratique, les qualifications professionnelles en cause sont souvent très pointues et les personnes qui les possèdent très recherchées et hautement appréciées par les entreprises.

Pression sur les formateurs

Les prestataires du domaine de la formation sont eux aussi soumis à une pression croissante visant à les éloigner des offres de formation initiale et continue axée sur la pratique pour privilégier les cursus académiques. Mais cette réorientation ne répond pas forcément au souci d'offrir aux élèves des compé-

part, que les gymnases et universités se retrouvent engorgés par des élèves qui seraient mieux à leur place et plus performants dans le cadre d'une formation initiale ou continue orientée vers la pratique. Il est donc nécessaire d'offrir aux jeunes fréquentant encore l'école obligatoire des cours d'orientation scolaire et professionnelle qui les aident à faire les choix convenant le mieux à leurs compétences et à leurs aspirations.

Ne pas oublier les faiblement qualifiés

Dans ces questions liées à l'immigration, ne perdons pas de vue, par ailleurs, que les travailleurs migrants arrivés chez nous avant le tournant du siècle étaient en majorité peu qualifiés. Dans ce groupe de la population, le niveau de formation ne dépasse généralement pas celui de l'école obligatoire. Les emplois de ces personnes sont particulièrement menacés par la mutation structurelle et pour elles, la recherche d'un nouveau poste peut devenir très ardue. Il importe donc de faire en sorte que les travailleurs ayant un faible niveau de formation reçoivent des cours destinés à rafraîchir certaines compétences basiques comme la lecture et l'écriture, les mathématiques élémentaires ou encore l'utilisation pratique d'outils d'information modernes (p.ex. pour consulter des indicateurs horaires sur Internet, acheter des billets, etc.). Ces compétences sont de toute façon indispensables pour ceux qui désirent se perfectionner, que ce soit par des cours ou sur un nouveau poste de travail.

Face à la pénurie de main-d'œuvre, il est également très important que les formations suivies à l'étranger puissent être validées par le système suisse de formation. La prise en compte de ces prestations diminue la durée d'obtention de titres de formation complémentaire en Suisse.

Résumé et postulats de l'UPS

Face aux défis que l'immigration pose également au système suisse de formation, l'UPS formule les requêtes que voici:

- La Confédération devrait redoubler d'efforts pour faire valoir à l'étranger l'excellente réputation de la formation



Photo: Rob Lewis

Jürg Zellweger est membre de la direction de l'Union patronale suisse.

professionnelle duale et de la formation professionnelle supérieure suisses et leur assurer une reconnaissance internationale. A cette fin, tous les titres de formation professionnelle devraient être inscrits adéquatement et le plus tôt possible dans un cadre de qualification nationale (NCQ-CH) qui permette une comparaison des qualifications réelles, tout au moins dans l'espace européen.

- Au niveau de l'école obligatoire, il s'agit d'ancrer dans le plan d'études Lehrplan 21 (ou son pendant romand) des concepts obligatoires efficaces pour orienter les jeunes dans le choix d'une profession ou d'une formation scolaire. Les élèves étrangers et leurs parents doivent pouvoir choisir entre les voies de l'enseignement professionnel ou de la culture générale en pleine connaissance du système helvétique de formation.
- Au chapitre de la formation continue, il faut prendre les mesures susceptibles de mettre les biographies de formation et d'activité différentes du personnel immigré en harmonie avec les exigences suisses du marché de l'emploi. En font partie l'enseignement de compétences de base aux adultes ainsi que la possibilité de valider les formations acquises à l'étranger dans les formations suivies en Suisse. ■

«Les immigrés sous-estiment la valeur des qualifications transmises par le système suisse de formation professionnelle»

tences scientifiques et tient uniquement, le plus souvent, à la réputation et au prestige supposés des titres universitaires. Une telle évolution n'est pas souhaitable, puisqu'elle se fait au détriment de l'orientation pratique et de la proximité avec le monde du travail. Elle provoque en outre, pour les pouvoirs publics en particulier, une augmentation inutile des coûts afférents à ces offres d'enseignement en école.

L'immigration influe aussi sur un élément clé de la politique de formation, à savoir le choix professionnel ou scolaire des jeunes: les parents peu familiarisés avec le système suisse de formation et la perméabilité qui le caractérisent ont tendance à sous-estimer les chances offertes par une formation professionnelle et à ignorer les risques liés à la filière académique (interruption des études, difficulté à trouver un emploi correspondant aux qualifications acquises). Avec pour résultat, d'une part, que la formation professionnelle se voit privée des talents dont elle a besoin et, d'autre